

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE PROJET D'ESSAIS NUCLÉAIRES À AMCHITKA—LA QUESTION D'UNE NOTE DE PROTESTATION AU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

M. Barry Mather (Surrey-White Rock): Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, mais vu son absence, je la poserai à son secrétaire parlementaire. Étant donné les fortes secousses sismiques dans les eaux du Pacifique au nord de l'île de Vancouver cette dernière fin de semaine, ainsi que le grave tremblement de terre qui a ébranlé Los Angeles il y a quelques semaines, le gouvernement fera-t-il part, en termes non équivoques, de son inquiétude aux États-Unis devant l'essai nucléaire souterrain qui aura lieu prochainement dans le nord du Pacifique, qui est une région particulièrement vulnérable?

[Français]

M. André Ouellet (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le gouvernement canadien est très préoccupé par cette question, et il a déjà fait des représentations aux hautes autorités américaines, le 22 février dernier.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

[Traduction]

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances) propose: Que le bill C-225, tendant à modifier la loi de l'impôt sur le revenu et l'une des lois modificatrices de cette loi, soit lu pour la 3^e fois et adopté.

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, en refusant de supprimer la surtaxe de 3 p. 100 sur les revenus qui, comme nous le savons tous, fut proposée à l'origine pour un an et prolongée sans justification aucune, le gouvernement prouve une fois de plus qu'il est déterminé à continuer de recourir à la méthode des travaux publics pour combattre le chômage, ce qui ne saurait donner de bons résultats, au lieu de recourir à la seule méthode pratique et efficace qui consiste à abaisser les impôts sur les revenus et à mettre ainsi plus d'argent entre les mains des Canadiens et à leur permettre de dépenser plus d'argent pour acheter les biens dont ils ont besoin. Une augmentation des ventes en résulterait, ainsi qu'une production accrue et un plus grand nombre d'emplois.

Le programme du gouvernement tendant à lutter contre l'inflation au moyen de travaux publics n'aboutira à rien pour une double raison. Tout d'abord, la mise de fonds nécessaire à la création d'un seul emploi représentera une trop grande charge pour les contribuables canadiens si l'on veut créer un nombre suffisant d'emplois. D'autre part, le jour où les travaux publics en question auront été menés à bien, ceux auxquels ils auront procuré du travail se retrouveront sans emploi. Nous nous trouverons ramenés à notre point de départ.

J'adjure donc le gouvernement de revoir sa politique et de comprendre que le seul moyen efficace de combattre le chômage, le problème numéro un qui se pose à notre pays, est de créer des conditions économiques propres à

promouvoir les ventes, à accroître le volume de la production et le nombre des emplois. Pour y parvenir, il faut réduire l'impôt sur le revenu.

Même à cette heure tardive, le gouvernement devrait annuler la surtaxe de 3 p. 100 sur le revenu, qui, je le répète, devait à l'origine être appliquée pendant un an à moins de pouvoir justifier son prolongement. Lorsque le ministre des Finances (M. Benson) présentera son exposé budgétaire plus tard, au printemps, il pourrait suivre cette voie positive en proposant une réduction de 6 p. 100 de l'impôt des particuliers. Comme les gens auraient alors plus d'argent à dépenser, les ventes augmenteraient, d'où l'augmentation de la production et la création d'un plus grand nombre d'emplois. Le gouvernement a une occasion extraordinaire de résoudre le plus grand problème qui se pose au pays à l'heure actuelle, de façon positive, directe et toute simple. J'exhorte fortement le gouvernement, même à cette heure tardive, à saisir cette occasion pour montrer qu'il entend combattre le chômage par le seul moyen efficace, en réduisant les impôts sur le revenu.

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, le bill C-225 a été longuement débattu à l'étape de la deuxième lecture ainsi qu'en comité plénier. Le gouvernement s'est révélé, à mon avis, très décevant. Nous n'avons reçu aucune des explications, des réponses et des commentaires que la Chambre est en droit d'attendre lorsqu'elle étudie un bill de cette importance. Il prévoit en effet deux modifications à la loi de l'impôt sur le revenu. La première prévoit des dégrèvements plus importants pour le secteur des affaires et l'industrie.

Lorsque le ministre des Finances (M. Benson) a fait son exposé budgétaire le 3 décembre dernier, il a annoncé une partie de son programme visant à stimuler la croissance économique et à créer davantage d'emplois. Le gouvernement ne nous a pas donné la moindre preuve que cette proposition donnera ces résultats une fois mise en œuvre. Malgré les questions qui lui ont été posées et les observations convaincantes qui lui ont été faites de bien des côtés, il n'a encore apporté aucune preuve que ses espoirs allaient devenir des réalités.

Deux fois, j'ai signalé au ministre des Finances et à son secrétaire parlementaire un article paru dans le numéro du 12 décembre du *Financial Post*. L'article signalait que l'industrie et le secteur des affaires avaient réagi froidement à cette proposition qui n'allait pas modifier leurs projets. D'après l'auteur de l'article cette proposition n'allait pas stimuler la croissance ou l'activité économique. En fait, il signalait aussi que les seuls bénéficiaires de cette proposition seraient les entreprises qui, avant le 3 décembre dernier, avaient déjà décidé d'entreprendre un programme d'expansion pendant le délai prévu dans la proposition, soit du 3 décembre 1970 au 31 mars 1972. Au moment où la plupart des industries seront en mesure de tirer parti des dispositions de cet article, le délai sera expiré. En fait, la plupart des industries qui voudraient tirer profit de cette disposition ne pourraient le faire d'après les renseignements dont nous disposons. J'ai demandé au gouvernement s'il pouvait nous donner d'autres renseignements à l'effet contraire. Aucune réponse n'est parvenue du Conseil du Trésor. C'est pourquoi je suis d'avis que ce bill est un gaspillage d'efforts de la part du gouvernement qui essaie de trouver des solutions à des problèmes auxquels il ne peut faire face.